

économique de la Haute-Volta, ne pourra se faire à moins que le pays ne dispose de ressources énergétiques ou n'ait accès aux autres ressources nécessaires à son développement économique. Selon M. Kalmogo, si les pays donateurs veulent faciliter la correction de certaines insuffisances dites structurelles et vraiment venir en aide à la Haute-Volta, ils doivent néanmoins accepter le "système", la manière d'être des Voltaïques et chercher à rentabiliser au maximum leur assistance, plutôt que de proposer des programmes et des structures conçus hors contexte.

En remerciant le Secrétaire d'Etat, j'ai tenu à lui signaler que l'assistance canadienne à la Haute-Volta était en plein essor, par suite de l'octroi d'une aide alimentaire importante et de l'appui proposé par le Canada à des projets nationaux ainsi qu'à des initiatives d'envergure s'étendant aux pays avoisinants de la région sahélienne. Avec un produit intérieur brut d'environ 70 dollars par habitant et par an, ai-je rappelé, la Haute-Volta se range d'emblée parmi les 25 pays du monde les moins développés auxquels l'ACDI porte déjà une attention toute particulière. J'ai signalé aussi que nous comptons accorder plus d'importance à la production agricole et au développement rural dans nos programmes d'assistance; et à cet égard, la confiance manifestée par M. Kalmogo devant le potentiel